

# La réponse des maires aux attentats : crèches interdites !



L'Association des maires de France, présidée par François Baroin, a rendu son verdict : il ne doit plus y avoir de crèches de Noël ni dans les mairies ni aucun bâtiment public.

Ce rapport sur la Laïcité, appelé Vade-mecum, exposé par l'AMF, couvrait d'ailleurs depuis novembre 2014, les décisions rendues par certains tribunaux accordant au maire de Béziers, Robert Ménard, pour exemple, le droit d'installer une crèche dans ses locaux n'ayant pas eu l'heur de lui plaire, au motif que la crèche doit « être regardée comme ayant le caractère d'un emblème religieux ». En outre, les premiers attentats, en janvier, ont, paraît-il « ravivé ce besoin de clarification » chez les élus...

Dès sa première page, ce vade-mecum établit ainsi sans vergogne une relation entre terrorisme et crèches dans des

bâtiments publics, justifiant leur suppression par le devoir des élus « de porter la laïcité qui est à la fois une condition du vivre-ensemble et un puissant facteur d'émancipation de l'être humain ». La foi chrétienne, un obstacle au vivre-ensemble ? Par envie d'émancipation, les revendications communautaristes ? Semblable assertion laisse coi.

Ce n'est pas tout. Si l'AMF préconise la neutralité des élus lors de cérémonies religieuses – interdiction de faire le signe de croix ? -, elle considère comme des entorses à cette règle le fait de soutenir des « manifestations traditionnelles à caractère spirituel, tels les processions, les baptêmes de navires, ou encore les bénédictions de bâtiments » . En revanche, elle « invite les élus à apporter la forme de respect qu'ils souhaitent quand ils pénètrent dans un édifice cultuel » , rappelant que ne pas enlever ses chaussures à l'entrée d'une mosquée pourrait être une « offense grave vis à vis de cette religion et donc une entorse à la laïcité ». Tandis que se couvrir le chef d'une kippa relève « d'un simple usage »...

Le but de ces 36 pages truffées d'interprétations mensongères et d'insanités ? Enterrer définitivement les racines chrétiennes de la France sous couvert d'une « approche philosophique du vivre-ensemble que l'on peut qualifier d'humaniste parce qu'elle ne se réfère à aucun dogme religieux, ni à aucune vérité « révélée » (...). Autrement dit, comme l'analyse l'Abbé Pierre-Grosjean dans le Figaro, selon l'idéologie laïciste, « croire et faire partie d'une Eglise s'opposerait au vivre ensemble ». Trahir le message de Jésus, c'est abject, c'est dégueulasse, c'est une ignoble trahison à ce qui constitue le cœur des Français, y compris pour de nombreux incroyants.

Ainsi, alors que la France vient d'être frappée par les attentats les plus meurtriers de son histoire par des fanatiques religieux haineux de ce qu'elle représente à leurs yeux – dont l'objectif revendiqué est la création d'un Califat mondial – et qu'il conviendrait, pour le moins, de

s'interroger sur la proclamation de nos racines chrétiennes afin de reconsolider les murs porteurs de notre Maison – seuls remparts aux idées et actes islamistes -, les élus français, en enterrant définitivement notre religion séculaire, non seulement trahissent leur pays, taillent un boulevard royal à une religion de plus en plus belliqueuse, mais nous livrent en pâture à la partie des extrémistes qui la composent.

Le Républicain Baroin espère vraiment nous faire gober ça, plus de crèches, plus d'attentats ? Mais que trouvera-t-il à dire si « plus de crèches et toujours des attentats ? »

**Caroline Artus**